



Jour de commémoration des victimes du goulag, à Levashovo, à côté de Saint-Petersbourg, le 30 octobre 2016. ANATOLY MALTSEV/EPA/MAXPPP

# Les descendants des victimes de Staline en quête de vérité



**Pierre Avril**

pavril@lefigaro.fr

Envoyé spécial à Tomsk et Touatch

Soixante-dix-huit ans plus tard, Denis Karagodin refait méthodiquement le chemin qui a conduit son arrière-grand-père Stepan à la mort. Depuis l'appartement en sous-sol de la rue Bakounine à Tomsk, où les miliciens du NKVD l'arrêterent dans la nuit du 1<sup>er</sup> décembre 1937 jusqu'au bâtiment de la police politique dans lequel il a été interrogé, un joli immeuble de style Empire, puis la prison où il séjourna moins de deux mois, toujours en fonction depuis l'époque tsariste. Et enfin la fosse commune où ses restes sont enterrés depuis son exécution, le 21 janvier 1938. C'est là aujourd'hui, au fond d'un ravin, entouré par la fameuse prison et les garages en tôle improvisés, que des bulldozers soulèvent la terre et exhument par inadvertance les os des victimes du régime stalinien : quatre maisons seront construites sur les restes de ce charnier à ciel ouvert, non loin du centre-ville. « Je suis certain qu'il est là », explique Denis Karagodin, 34 ans, qui se tient au bord de la fosse par un matin glacial de décembre.

Simple cordonnier, son aïeul avait 56 ans lorsqu'il fut impliqué dans un complot imaginaire d'espions, dit « affaire de Harbin », dans laquelle 30 000 personnes furent tuées sur quotas. Diplômé de l'université de philosophie de Tomsk, son petit-fils ne sera pas en paix tant qu'il n'aura pas poursuivi les exécuteurs, les commanditaires et certains complices du meurtre. Il décrit ses quatre années de recherche obstinées, évoque les mensonges des fonctionnaires des archives du FSB, leurs fins de non-recevoir. Il décrit les copies falsifiées des documents originaux, les pièces dissimulées sous des feuilles... Tout récemment, il a pu enfin obtenir un exemplaire de l'acte d'exécution de Stepan Karagodin et décodé la chaîne de responsabilités, impliquant plus de 20 personnes et remontant jusqu'au Politburo : un chauffeur, des secrétaires, mais surtout les bourreaux et les tortionnaires. La petite-fille de l'un d'entre eux, du côté paternel, lui a écrit pour exprimer ses regrets. « Même si je comprends que je ne suis pas coupable, je ne peux pas exprimer ce que je ressens », expliquait Ioulia, ajoutant que le père de sa grand-mère avait, lui aussi, été dénoncé puis éliminé la même année que Stepan Karagodin.

## Injonction d'oublier

De juillet 1937 à novembre 1938, la Grande Terreur stalinienne fit 700 000 victimes ordinaires, sans compter les rescapés du goulag. « Rien ne changera dans la société si l'on ne fait pas toute la vérité », conclut la jeune femme. Dans la foulée, cinq autres descendants de victimes de la liste Harbin ont ajouté leurs témoignages à ceux de Denis, qui les a hébergés sur son blog ([blog.stepanivanovichkaragodin.org](http://blog.stepanivanovichkaragodin.org)). Ce débalage organisé sur Internet a provoqué des réactions indignées à la télévision publique russe. À Tomsk, l'un des cinq monuments à la mémoire des victimes a été recouvert d'une image de Staline. Le périodique *Gazeta Kouloura* a vu dans l'érection de la stèle la plus

Près de quatre-vingts ans après la Grande Terreur stalinienne, des dizaines de milliers de citoyens russes effectuent un travail de fourmi pour connaître le sort tragique de leurs aïeux.

récente, l'œuvre d'une « cinquième colonne », terme désignant les traîtres à l'État. « Tout ce qu'ils veulent, c'est un procès de Nuremberg pour l'URSS, qu'on paye et qu'on se repente. Avec leurs informations cache-mardesques, ils bloquent l'expérience précieuse de l'époque soviétique et empêchent la société de se développer », a dénoncé le journaliste Andreï Fefelov, lors d'un talk-show de la première chaîne russe. Visé par cette accusation impersonnelle, Denis Karagodin dément toute motivation politique et demande simplement que « justice se fasse ». « Imaginez que des gens arrivent, ils tuent votre mère puis vous disent : "Oubliez tout ça." C'est inacceptable. »

L'entreprise mémorielle de l'étudiant en philosophie de Tomsk illustre – de manière radicale – le travail de fourmi effectué par des dizaines de milliers de citoyens russes, en toute discrétion, pour connaître, soixante-trois ans après la mort de Staline, le sort tragique de leurs aïeux. Le processus de réhabilitation rampante de la figure du dictateur, ainsi que la clôture des archives, depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, n'entrave pas leur soif d'informations.

## Enseignement « patriotique »

À Iekaterinbourg, la grande capitale de l'Oural, où périssent près de 21 000 personnes à l'époque stalinienne, le maire, un ancien historien, met ses archives à la disposition de ses administrés : pour avoir « l'âme en paix », une dame au crépuscule de sa vie a demandé à l'élu des nouvelles de son grand-père, « un homme bon disparu en 1937 » ; une autre retraitée voulait faire valoir ses droits sur un morceau de terrain appartenant à son grand-père, dont elle a finalement découvert la date d'exécution, le 31 janvier 1938. « Il ne s'agit pas de politique, mais de stricts liens familiaux », explique au *Figaro* le maire de Iekaterinbourg, Evgueni Roïzman. « À l'époque soviétique, ces liens étaient atomisés ; aujourd'hui, les gens sentent qu'ils font partie d'une communauté familiale et étudient leur généalogie. Ils découvrent que quelque chose de pas bien s'est passé avec leurs parents, mais ne connaissent pas les détails. Dans leurs archives personnelles, les photos manquent et, du coup, ils se mettent à chercher », se réjouit Alexeï Babyi, représentant de l'organisation Memorial à Krasnoïarsk.

Dans cette grande agglomération sibérienne, près de 550 000 personnes ont été persécutées, soit un habitant sur deux. Cette ONG spécialisée dans l'étude des crimes staliniens refuse que leurs auteurs soient poursuivis, comme le souhaite Denis Karagodin. Elle souligne l'inanité d'une telle démarche, rendue caduque par la disparition des bourreaux. Memorial préfère dénoncer « un système répressif » qui, selon elle, étend toujours ses ramifications au sein de l'État russe contemporain. Début décembre, elle a publié pour l'exemple une liste de 40 000 anciens collaborateurs du NKVD, de 1935 à 1939. Son initiative a aussi-

tôt été dénoncée par un responsable de la Douma, Ivan Soukharev, qui a demandé au procureur général de Russie de poursuivre l'organisation.

Même à Touatch, village dépeint de 600 âmes perdu dans l'immensité sibérienne, on comprend comment ce souci, individuel, de mémoire se heurte à une injonction – collective et subliminale – d'oublier. Dans cette seule unité du grand « goulag rouge », spécialisé dans l'exploitation forestière, s'entassent près de 3 000 personnes entre 1938 et 1952, dont 40 % de prisonniers politiques. « Regardez, la neige et la terre se sont enfoncées sous le poids des cadavres. Ici, on marche partout sur des os », explique Tamara Petrova, qui désigne les innombrables petits cratères creusés au pied des sapins. Cette faille défoncée est située à cent mètres des anciens baraquements d'où l'on convoyait chaque jour les corps en chariot. Le père de Tamara, originaire d'Ukraine, y fut condamné pour cinq ans en 1947, puis s'y maria après avoir purgé sa peine. « Il tut son expérience jusqu'à sa mort car il ne voulait pas nous faire souffrir, ainsi je n'ai pu récolter que des miettes d'information », explique Tamara, qui regrette l'opacité des archives. Maire de Touatch et encartée à Russie unie, le parti pro-Poutine, elle a organisé en septembre une cérémonie de commémoration aux victimes.

Son ancienne voisine et aînée Lioudmila Miller la précéda dans cette entreprise en 2010. L'initiative de cette dame de 70 ans fut d'autant plus saluée que son père ne fut pas victime mais chef – après guerre – des cellules disciplinaires du goulag. Quant à son arrière-grand-père, il fut déporté en 1935 dans un autre camp de la région de Krasnoïarsk. Ces deux dames soutiennent un programme scolaire dit « patriotique » où l'histoire des répressions staliniennes s'efface derrière la célébration nostalgique d'un âge d'or de Touatch où prisonniers et gardiens vivaient « en paix et en toute amitié » et où le goulag faisait vivre des milliers de personnes. Les élèves confectionnent une maquette du camp, critiquent Staline devant le visiteur étranger mais rappellent que le dictateur « devait gouverner un grand pays et a gagné la guerre ». « Il y a du pour et du contre dans cette période, nous essayons d'enseigner de manière objective », résume le directeur de l'école, Dmitri Zdravost.

Réunies dans la bibliothèque qui sert de salle des fêtes, les babouchkas aiment à parler de leur village, à travers le témoignage de leurs seuls parents. Le père de Lydia Slepets, qui fut déporté à Touatch en 1937, ne parlait qu'épisodiquement du goulag, et seulement entre deux sanglots. « Ce que je sais de lui me suffit. Je n'ai pas besoin de plus d'informations », raconte sa fille. « Je ne peux pas dire que Staline est coupable, tout comme Poutine n'est pas responsable de nos malheurs, nous nous les infligeons mutuellement », ajoute cette sexagénaire. Ce relativisme affiché a tendance à ulcérer la cadette du groupe, Tatiana Altoukhova : cette professeure de russe a pour délicate mission d'enseigner au village le programme d'enseignement « patriotique », alors qu'elle est nourrie des écrits de la grande poétesse dissidente de l'ère stalinienne, Anna Akhmatova. La petite communauté sibérienne préfère taire ses conflits intérieurs, quitte à laisser à la quatrième ou cinquième génération le soin de démêler ces contradictions de leur pays. Mais pour beaucoup d'historiens, il sera trop tard. ■



Imaginez que des gens arrivent, ils tuent votre mère puis vous disent : "Oubliez tout ça." C'est inacceptable

DENIS KARAGODIN, À TOMSK, OÙ A ÉTÉ TUÉ SON GRAND-PÈRE STEPAN LE 21 JANVIER 1938, BRANDIT UNE COPIE DE L'ORDRE D'EXECUTION DE SON AÏEUL